

## La relève a-t-elle un avenir?

Virginie Lachaise

Numéro 127 (2), 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/23838ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lachaise, V. (2008). La relève a-t-elle un avenir? *Jeu*, (127), 59–61.

# La relève a-t-elle un avenir ?

Lors de la réunion annuelle des Organismes publics de soutien aux arts du Canada (OPSAC), qui rassemblait le 22 novembre dernier, à Ottawa, l'ensemble des conseils des arts des provinces canadiennes, quelques rares intervenants saisirent l'occasion pour brosser le portrait de la situation extrêmement préoccupante des jeunes compagnies de théâtre au Québec.

**D**érangeant, frondeur, se présentant comme un porte-parole des artistes de sa génération, David Lavoie<sup>1</sup> ne mâche pas ses mots, en revenant d'abord sur certaines attentes déçues par les derniers États généraux du théâtre en octobre. Sous la masse des propositions abordées, la question pourtant cruciale de la production et de la diffusion des créations de la relève lui paraît, entre autres, avoir été quelque peu escamotée. À cela s'ajoute, selon lui, la trop significative discrétion derrière laquelle se sont cachées les instances gouvernementales au cours des discussions en assemblées plénières :

Rares sont les représentants des grandes institutions à avoir pris le micro, constate David Lavoie. On aurait pourtant aimé les entendre plus pour les comprendre et pouvoir adhérer à ce qu'ils font. On aurait aimé sentir une plus grande vision. [...] Tout me porte à croire que l'exercice démocratique auquel nous participions ne leur était pas utile. Dois-je comprendre que le *lobbying* les sert davantage ?

Alors qu'il y a cinquante ans, les premières générations d'artistes ont été accueillies par les conseils des arts, accédant rapidement à des subventions récurrentes, il faut maintenant au moins dix ans pour atteindre ce statut. Rendons-nous à l'évidence, dit-il : « Les deux dernières générations, en théâtre du moins, ont été sacrifiées. »

S'attaquer à l'indigence dans laquelle est maintenue la relève se traduisant, pour les derniers venus, par une quasi-exclusion du processus de financement ne devrait-il pas constituer le principal défi de la communauté théâtrale, mais aussi l'un des principaux enjeux de notre démocratie ?

Certes. Pourtant rien ne semble bouger. Relayant la voix d'un très grand nombre de jeunes artistes, David Lavoie stigmatise donc un système rouillé, n'arrosant de ses largesses que quelques privilégiés, et dans lequel la génération majoritaire des laissés-pour-compte, les plus jeunes, ne trouve pas les ressources d'une éventuelle révolte, n'ayant souvent jamais profité de ce à quoi elle devrait avoir droit : quelques subventions. Il est plus facile de se battre pour des acquis...

1. David Lavoie est directeur administratif de cinq compagnies montréalaises : le Théâtre de la Pire Espèce, le Festival du Jamais Lu, le Théâtre du Grand Jour, Carte Premières et la Centrale.

*Vie et mort du Roi Boiteux* de Jean-Pierre Ronfard, monté par le Théâtre des Fonds de Tiroirs en 2004, dans la cour du défunt Café-théâtre les Oiseaux de Passage. Le nom de la compagnie dirigée par Frédéric Dubois en dit long sur les conditions financières de la relève ! Sur la photo : Frédéric Bouffard. Photo : François Leclerc.

Pour endiguer ce problème de reconnaissance primaire, David Lavoie préconise, parmi ses nombreuses recommandations, l'allocation d'une subvention minimale, inférieure à 2 000 \$, mais qui serait, malgré tout, l'amorce d'une légitimation sociale du statut de l'artiste émergent. Ce serait compter, évidemment, avec une plus grande implication des conseils des arts dans leur rôle d'observateurs et de tuteurs du milieu artistique. Ce serait miser, conséquemment, sur une augmentation, une diversification et, surtout, un renouvellement régulier des jurys de pairs. Ces derniers, seuls susceptibles de pouvoir juger la qualité artistique des nouvelles productions, sont malheureusement encore trop uniformément inscrits dans une pratique et une génération pour apprécier une altérité qu'ils ne comprennent pas.

Derrière cette situation, faut-il voir poindre le spectre d'un ultime conflit générationnel ? Beaucoup sont portés à le croire. Sylvain Bélanger, par exemple, directeur artistique du Théâtre du Grand Jour, s'insurge : « Pourquoi a-t-on peur des plus jeunes dans notre société ? Pourquoi ressent-on la jeunesse comme une menace ? » Selon lui, il existerait actuellement un « problème démographique » dans le milieu théâtral : « Il y a plusieurs années, une génération a obtenu l'argent et les salles, dit-il, et, depuis, l'entonnoir s'est bouché. Ce qui fait que la diversité artistique n'est plus représentée, dans la mesure où les trois quarts de l'argent, toujours la même enveloppe depuis dix ans, revient toujours aux mêmes. »

En outre, poursuit Sylvain Bélanger, les conséquences d'une telle pénurie budgétaire sont connues de tous : « Ceux qui sortent des écoles sont relégués et se bousculent dans les petites salles de répétition transformées en salles de spectacle, dans les salles connexes. » Il s'emporte : « Vraiment, est-ce que c'est ce à quoi on veut aboutir ? Un théâtre connexe ? Il est décidément grand temps de repenser tout le système de la diffusion théâtrale. »

Frédéric Dubois, directeur du Théâtre des Fonds de Tiroirs (Québec) et président de l'Association des compagnies de théâtre, enfonce le clou : il existe, pour les artistes émergents, un gros problème d'accès aux lieux de diffusion et, conséquemment, aux subventions au projet qui sont subordonnées à cet accès. Il dénonce en particulier le fait que les diffuseurs spécialisés ont voté contre l'augmentation des subventions au projet lors des États généraux. Il y voit une volonté de leur part d'accroître leur pouvoir de sélection des compagnies dignes de jouer dans leur théâtre : « Depuis 2001, l'enveloppe allouée au projet a été considérablement réduite. Et on est convaincu qu'elle a été reversée dans le subventionnement au fonctionnement. Comment expliquer autrement que l'on soit passé de 1,2 million de dollars à 600 000 ? Il faudrait donc que l'enveloppe au projet soit au moins remise à son niveau initial, et qu'elle soit protégée. On n'en est pas encore là... »

Finalement, le problème d'accès à l'argent de la culture ne traduirait pas exclusivement un conflit générationnel. À preuve, la précarité dans laquelle de nombreuses troupes confirmées subsistent, comme le Théâtre de la Pire Espèce, le Théâtre du Grand Jour, le Théâtre des Fonds de Tiroirs, le Théâtre Incliné, pendant huit, dix, seize ans (!), grâce aux miettes d'un subventionnement au projet. Or, chacun en

Finalement, le problème d'accès à l'argent de la culture ne traduirait pas exclusivement un conflit générationnel.

---

conviendra, il serait indécent de ranger encore des compagnies comme celles-là dans la catégorie de la relève. Mais alors, où les situer ?

Ce qui est dit à travers un tel désinvestissement de la part de l'État, affirme encore Sylvain Bélanger, c'est que le travail des directeurs artistiques qui, comme moi, ne peuvent pas se rétribuer, n'a aucune valeur. Je ne trouve pas normal, par exemple, que le Théâtre du Grand Jour, après dix créations, soit encore subventionné comme une compagnie à projets. À côté de ça, d'autres, qui se sont forgées sur le renom d'un seul créateur, qui entre-temps est souvent parti ailleurs, obtiennent un financement récurrent, et produisent peu. C'est une aberration totale. Il faut trouver une manière et le droit de réévaluer les compagnies afin que la subvention au fonctionnement ne soit pas un chèque en blanc pendant des années.

Enfin, tous s'interrogent : puisque la formation théâtrale, représentée par sa douzaine d'écoles au Québec, bénéficie de la part du gouvernement d'un intérêt financier soutenu, pourquoi la production qui en est le corollaire et qui croît de façon constante n'a pas été accompagnée, depuis des années, d'une augmentation conséquente des budgets ?

Pourquoi, en somme, conserver des programmes de financement structurellement déficients, conçus à l'ère glorieuse de la croissance et du développement des institutions durables, mais qui ne sont, de toute évidence, plus adaptés à l'écologie du milieu théâtral actuel : un milieu au bord de l'asphyxie, peinant à reconnaître dans ses plus jeunes représentants les forces vives de l'avenir ? ¶